

Retour aux fondamentaux

par Marcel BOITEUX*

UN DIAGNOSTIC
POUR DÉPASSER
LA CRISE

Il y a une demi-douzaine d'années, j'ai dit qu'il était invraisemblable que les Etats-Unis continuent indéfiniment à prospérer en vivant sur l'augmentation de leur dette. On me répondait que c'était inévitable, puisque le Dollar était la monnaie du monde. Mais personne ne se demandait comment cela allait finir. L'économie financière s'est développée avec le credo que tout ce qui est spontané est bon. En fait, on a dévoyé les marchés des risques. La spéculation n'est pas en soi à bannir, mais elle est sortie de son cadre légitime fondé sur la transparence de l'information. La



question est de bien placer la frontière entre finance utile et finance de casino. Or, la finance de casino a pris un poids politique considérable : il aurait fallu arrêter le processus avant que les financiers ne deviennent trop riches et trop puissants. Aujourd'hui, le Président Obama a du mal à leur faire face. Réussira-t-on à rétablir un équivalent moderne du *Banking Act* de 1933, cette loi Glass-Steagall, supprimée en novembre 1999 par Bill Clinton, qui séparait les métiers des banques de dépôt et de ceux des banques d'affaires ? Ces dernières ont créé trop de titres douteux, grâce à la confusion des genres et, finalement, ont joué avec les dépôts des particuliers en pratiquant du Madoff sous des formes sophistiquées.

On confond aujourd'hui libéralisme et laisser-faire. Le dogme du marché divinisé a conduit les ultralibéraux à tenir des propos extrêmes, comme d'affirmer, par exemple, que l'on peut et doit laisser le marché jouer intégralement, même si cela conduit à des inégalités que nos sociétés ne tolèrent plus : « cela ne regarde pas la puissance publique », répondent-ils. En réalité, tous les systèmes ont besoin d'une force de rappel. Ces idées excessives ont d'autant plus le champ libre que l'on n'enseigne plus, du moins en France, les bases élémen-

taires de l'économie. Ainsi, l'on a oublié la notion d'optimum économique. Celle de monopole naturel est regardée comme une vieillerie, alors qu'il ne peut y avoir de concurrence efficace, par exemple, dans le secteur de la distribution d'électricité. Le fait qu'il existe des coûts de transaction – Ronald Coase l'a montré il y a de cela trente trois ans – empêche la concurrence d'être « parfaite ».

Il faut se rendre compte que l'on vit dans l'imparfait ! On devrait rappeler, dès le bachot, que la planification parfaite ne peut mieux faire que la concurrence parfaite, mais

que ni l'une ni l'autre n'existent. Et une concurrence imparfaite est préférable à une planification imparfaite, où le planificateur n'a d'autre repère que de faire converger offre et demande. En concurrence imparfaite, on sait, en gros, où l'on va et, avec les prix, on dispose de guides pour faire mieux. C'est le système le moins mauvais.

J'en arriverai à regretter d'avoir indiqué au Président Pompidou que l'on devrait introduire l'enseignement de l'économie dans le secondaire ! L'absence d'enseignement serait préférable à ce qui existe aujourd'hui. J'ai participé à l'élaboration d'un rapport de l'Académie des Sciences Morales et Politiques (1) sur l'enseignement de l'économie dans les lycées. Nous avons demandé à des enseignants réputés d'autres pays de se plonger dans les manuels français. Ils ont constaté que ceux-ci véhiculent souvent des contenus aberrants, pourtant approuvés par les autorités compé-

* Président d'honneur d'EDF, membre de l'Institut EDF.

(1) Rapport sur l'enseignement de l'économie dans les lycées. Académie des Sciences Morales et Politiques. Juin 2008. http://www.asmp.fr/travaux/gpw/enseignement_ses_lycees.pdf.

tentes ! Il ressort de ce rapport que les programmes sont trop ambitieux, qu'ils mélangent prématurément l'économique et le social, qu'ils mettent trop peu l'accent sur la microéconomie, qu'ils ne permettent pas aux élèves d'acquérir des bases solides et que les manuels, parfois entachés d'affirmations erronées, diffusent souvent une image biaisée et fortement négative des réalités économiques en recourant à des textes

et à des illustrations inappropriés. Les programmes d'enseignement des sciences économiques et sociales doivent donc être remaniés en profondeur. Les étudiants en économie manquent, par ailleurs, de connaissances en histoire, et encore davantage en littérature. Or, pour avoir du jugement, on a besoin de culture. Le bon sens, trop souvent perdu, ne s'acquiert pas seulement en suivant des études utilitaires...